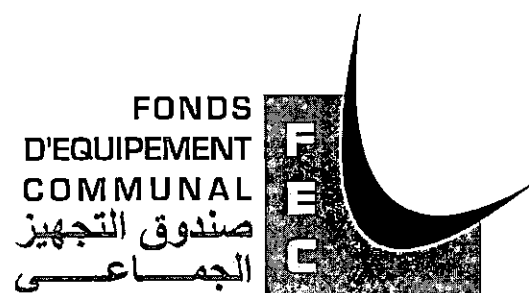


ROYAUME DU MAROC
FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°AO/1125

**SOUSCRIPTION ET REALISATION DES PRESTATIONS D'INSTALLATION, DE
PARAMETRAGE ET DE MISE EN OEUVRE D'UN NOUVEAU CORE BANKING**

MAI - 2025

SOMMAIRE

PARTIE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	4
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 2 : PRESENTATION DU FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL.....	4
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES AU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU FEC	5
ARTICLE 7 : LANGUE UTILISEE	6
ARTICLE 8 : VALIDITE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 9 : NOTIFICATION- ELECTION DE DOMICILE	6
ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	6
ARTICLE 11 : SOUS TRAITANCE	6
ARTICLE 12 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 13 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 14 : CONDITION D'EXECUTION DE LA PRESTATION	6
ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD	7
ARTICLE 17 : RESILIATION DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 18 : RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 19 : EQUIPE PROJET	8
ARTICLE 20 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE 21 : MODALITES DE RECEPTION PROVISoire DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 22 : PERIODE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 23 : RECEPTION DEFINITIVE	9
ARTICLE 24 : REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 25 : DOMICILIATION DU PAIEMENT	9
ARTICLE 26 : DEFINITION DES PRIX	9
ARTICLE 27 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON-RESIDENTS AU MAROC.....	9
ARTICLE 28 : CONDITION DE PAIEMENT	10
ARTICLE 29 : OBLIGATIONS LIEES A LA REALISATION DES PRESTATIONS	10

ARTICLE 30 : UTILISATION DE BREVETS ET LICENCES	10
ARTICLE 31 : CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 32 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	11
ARTICLE 33 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIEMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME.....	11
ARTICLE 34 : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
ARTICLE 35 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 36 : CAS DE FORCE MAJEURE	12
ARTICLE 37: MODIFICATION– ARRET/AJOURNEMENT – CESSATION	12
ARTICLE 38 : MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	13
PARTIE 2 : CLAUSES TECHNIQUES.....	14
ARTICLE 39 : CONTEXTE & OBJECTIFS DE LA PRESTATION	14
ARTICLE 40 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 41 : CONDITIONS DE MAINTENANCE.....	29
ARTICLE 42 : PLAN DE REVERSIBILITE.....	31
ARTICLE 43 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	32

Handwritten signature/initials

PARTIE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres porte sur la souscription et la réalisation des prestations d'installation, de paramétrage et de mise en œuvre d'un nouveau Core Banking.

La consistance des prestations du présent appel d'offres est présentée au niveau de l'article 3 du présent CPS.

La description détaillée des prestations du présent appel d'offres est présentée au niveau de la partie 2 du présent CPS.

Cet appel d'offres est établi en application des dispositions du règlement des achats du Fonds d'Equipement Communal.

ARTICLE 2 : PRESENTATION DU FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

Riche de son expérience de plus de 60 ans, le Fonds d'Equipement Communal (FEC), en tant que Banque publique dédiée au financement du développement territorial, se positionne aujourd'hui comme le partenaire technique et financier de premier rang des Collectivités Territoriales (CT). La Banque œuvre constamment à faciliter à sa clientèle l'accès au levier de l'emprunt pour le financement de leurs investissements et projets de développement territorial, notamment à travers des solutions de financement adaptées à leurs besoins.

Engagé en tant que Banque responsable, le FEC veille à inscrire son rôle dans une logique de consolidation et de renouvellement à l'aune des évolutions de l'économie marocaine et du secteur public local. Il œuvre en permanence à adapter ses services et ses interventions aux défis à relever par les CT et aux priorités du développement territorial durable.

La détermination du FEC en faveur du renforcement de son activité constitue un enjeu stratégique, notamment au regard de l'accroissement de ses concours financiers en lien avec l'évolution du niveau de l'investissement territorial.

Cette évolution permet au FEC, à la fois, d'accompagner la dynamique de croissance des territoires et de contribuer à leur développement inclusif en apportant une dimension supplémentaire à leurs actions visant l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations locales, favorisant ainsi la promotion de projets à fort impact social et environnemental bénéfiques pour les CT.

C'est dans ce contexte marqué par une évolution rapide du paysage technologique et aux besoins croissants en matière de mise à niveau et d'évolution des Systèmes d'Informations que la Banque mène une stratégie de transformation de son Système d'Information visant à faire évoluer l'organisation, les processus, les solutions et l'infrastructure SI. Cette stratégie constitue pour l'institution un pilier incontournable pour le renforcement de la qualité du service rendu et de l'expérience client.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations prévues dans le cadre du présent appel d'offres sont à fournir en lot unique et concernent principalement la souscription, l'installation, le paramétrage, la reprise des données, l'interfaçage et la mise en production d'un nouveau core Banking pour le compte du FEC. La solution Core banking permettra de couvrir les besoins en gestion de prêts et des emprunts du FEC tout en intégrant l'interpréteur et le noyau comptables.

Le descriptif des exigences de la solution et des prestations demandées est détaillé dans la partie 2 du présent CPS.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles constituant le marché sont :

- Le Cahier des Prescriptions Spéciales dûment signé et paraphé à chaque page ;
- Le Règlement de la Consultation dûment signé et paraphé à chaque page ;
- L'offre technique du prestataire présentée en réponse au présent appel d'offres ;
- L'offre financière du prestataire présentée en réponse au présent appel d'offres ;
- La déclaration sur l'honneur ;
- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix ;
- Les ordres de service.

ARTICLE 5 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le prestataire est soumis aux obligations des textes généraux réglementaires suivants et, éventuellement, les textes complémentaires promulgués à la date de la signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres :

- Le règlement des achats du Fonds d'Equipeement Communal ;
- La Loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, promulguée par le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) ;
- La Loi n°65-99 relative au code du travail, promulguée par le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret n° 2-14-343 du 24 juin 2014 portant fixation des montants du salaire minimum légal dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;
- Le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant Code des obligations et des contrats, tel que modifié et complété ;
- Loi n°17-99 portant code des assurances, promulguée par le Dahir N°1-02-238 du 27 Rejeb 1423 (03 octobre 2002) telle qu'elle a été complétée et modifiée ;
- Le décret n° 2332-01-2 du 22 rabii I 1423 – 4 juin 2002 approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'état. (CCAG-EMO) ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires relatifs aux accidents du travail ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU FEC

Dans le cadre du marché qui fera suite au présent appel d'offre, le FEC s'engage à :

- Fournir au prestataire la documentation et l'information disponibles au FEC liées à la présente mission ;
- Faciliter les réunions de travail avec les équipes du FEC.

ARTICLE 7 : LANGUE UTILISEE

Tous les documents, rapports, comptes rendus et outils produits par le prestataire, dans le cadre du marché qui fera suite au présent appel d'offres, doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 8 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché qui fera suite au présent appel d'offre ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par le Gouverneur Directeur Général du FEC.

ARTICLE 9 : NOTIFICATION- ELECTION DE DOMICILE

Le prestataire fait élection du domicile à l'adresse désignée dans son acte d'engagement pour la notification de tous les actes relatifs au marché faisant suite au présent appel d'offres.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le FEC, dans les trente (30) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Avant tout commencement de l'exécution des prestations du marché, le prestataire devra souscrire toutes les polices d'assurance couvrant tous les risques inhérents à l'exécution du marché.

Le prestataire n'aura aucun recours contre le FEC pour tous dommages qui pourraient survenir du fait des tiers au personnel sauf ses droits de recours contre l'auteur des dommages.

Dans le cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion des prestations objet du marché qui fera suite au présent appel d'offres, le prestataire s'engage à préserver le FEC contre toutes les condamnations prononcées contre lui en réparation desdits dommages et s'interdit de tout recours contre lui.

ARTICLE 11 : SOUS TRAITANCE

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres sera strictement passé au nom du prestataire. Toute sous-traitance ou cession nécessite l'autorisation préalable du FEC.

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le FEC, en exécution du marché, sera opérée par les soins du FEC ;
2. Les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics sont délivrés par le FEC ;
3. Les paiements prévus au marché seront effectués par le FEC ;
4. En cas de nantissement du marché, le FEC délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre conformément aux dispositions de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.

ARTICLE 13 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du prestataire.

ARTICLE 14 : CONDITION D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le FEC procédera à la notification d'un ordre de service prescrivant au prestataire le démarrage de la prestation.

ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le prestataire devra proposer dans son offre le délai d'exécution des prestations de réalisation de d'installation, de paramétrage, de la reprise des données et de mise en œuvre du nouveau Core Banking ainsi que le planning de réalisation des prestations avec affectation des ressources.

Ce délai d'exécution ne devra pas dépasser dix-huit (18) mois, et commence à courir au lendemain du jour de la notification de l'ordre de service, qui aura prescrit au prestataire de commencer la réalisation de la prestation.

Ce délai ne tient pas compte des délais d'examen des livrables par le FEC, qui commencent à courir à compter de la date de réception des livrables (notification d'un ordre d'arrêt) et s'achèvent à la date de transmission des remarques formulées par le FEC (notification d'un ordre de reprise).

ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD

Passé le délai d'exécution de la prestation mentionné dans l'article 15, une pénalité d'un millième (1/1000) du montant total TTC du prix n°1 de l'article 43 sera appliquée par jour de retard calendaire de plein droit et déduite des sommes dues sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités sera plafonné à huit pour cent (8%) du montant du prix n°1 de l'article 43.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché.

Si le montant des pénalités de retard atteint le seuil de 8% du montant du prix n°1 de l'article 43, le FEC se réserve le droit de résilier ledit marché.

ARTICLE 17 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché sera résilié de plein droit notamment dans les cas suivants :

- En cas de violation de l'une des dispositions contractuelles du marché ;
- En cas de manquement grave de la part du prestataire et, en particulier, si la prestation n'est pas menée avec la qualité et la célérité requises et ce, dans un délai de quinze (15) jours après sa mise en demeure, par lettre recommandée visant et rappelant le présent article ;
- En cas de liquidation judiciaire, si le prestataire n'est pas autorisé par le Tribunal à poursuivre l'exercice de son activité.

Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au prestataire et aucune indemnité autre que le règlement des prestations réceptionnées par le FEC ne pourra être demandée par le prestataire.

ARTICLE 18 : RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE

Le prestataire est responsable de l'exécution complète du marché faisant suite au présent appel d'offres. Sa responsabilité est totale et indivisible.

En aucun cas, le prestataire ne peut céder la totalité ou une fraction du marché, ni contracter une association pour son exécution avec d'autres sociétés que celles au nom desquelles il a signé le marché, sans l'autorisation écrite du FEC.

Si cette autorisation lui est accordée, le prestataire n'en reste pas moins entièrement responsable de l'exécution de la totalité du marché dont les stipulations sont applicables aux sous-traitants.

Dans tous les cas, le prestataire est tenu d'imposer au sous-traitant des obligations telles que l'application des clauses du marché reste assurée. Le prestataire demeure personnellement responsable tant envers le FEC, qu'envers les tiers.

ARTICLE 19 : EQUIPE PROJET

Le prestataire devra préciser dans son offre les ressources humaines qui seront affectées au projet, en indiquant leurs missions et leurs interventions tout au long du projet et qui doivent comporter au minimum les profils suivants :

- Un directeur de projet ;
- Deux consultants fonctionnels ;
- Deux consultants techniques.

Le prestataire doit disposer des compétences nécessaires dans le domaine de la mise en place des core banking. Ainsi, l'équipe du prestataire affectée à ce projet doit comporter des profils ayant des connaissances fonctionnelles, techniques et méthodologies dans le domaine d'installation de paramétrage, de reprise des données et de mise en œuvre des Core Banking et une très bonne expérience des missions d'installation de paramétrage, de reprise des données et de mise en œuvre du Core Banking proposé. Une connaissance du Core Banking SAB est aussi souhaitable.

Le prestataire devra proposer dans sa réponse à cet appel d'offre une organisation de l'équipe projet séparée en AMOA (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) et MOE (Maîtrise d'Œuvre). Il doit surtout garantir une séparation claire et effective entre les équipes AMOA et MOE durant tout le projet. Cette séparation a pour objectif de prévenir les conflits d'intérêts, d'assurer une neutralité dans l'analyse des besoins et le contrôle des livrables, ainsi que de garantir une exécution efficace du projet. Le prestataire doit prendre en compte de cette séparation dans le RACI de l'équipe proposé.

En plus de l'expertise et de l'expérience des profils proposés, le prestataire présentera dans son offre leurs CV incluant les expériences relevant de la mise en place de core Banking.

Le prestataire désignera l'interlocuteur unique avec le FEC qui devra être habilité à prendre toutes les décisions pour la garantie d'une réalisation fluide et efficace du projet.

ARTICLE 20 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU PRESTATAIRE

Sauf dans le cas où le FEC en aurait décidé autrement, aucun changement ne sera apporté au personnel initialement affecté à la mission et validé par le FEC. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté du prestataire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres de l'équipe, le prestataire fournira une personne d'une compétence et d'une expérience égales ou supérieures qui doit être accepté par le FEC.

Si le FEC n'est pas satisfait de la performance d'un membre de l'équipe ou découvre qu'un des membres de l'équipe s'est rendu passible d'un manquement sérieux ou s'il a des raisons suffisantes pour être non satisfait du comportement d'un des membres de l'équipe, le prestataire devra alors, sur demande motivée du FEC, désigner immédiatement un remplaçant dont la compétence et l'expérience sont jugées acceptables par le FEC.

Le personnel désigné par le prestataire sera soumis à approbation écrite préalable du FEC. Le prestataire prendra à sa charge tous les frais résultants de ce retrait et/ou de ce remplacement. Il ne pourra en aucun cas soumettre des demandes de paiements au titre des coûts supplémentaires résultant du retrait ou remplacement du personnel.

ARTICLE 21 : MODALITES DE RECEPTION PROVISOIRE DES PRESTATIONS

Suite au démarrage du projet, une souscription à une licence perpétuelle de droit d'utilisation du nouveau core banking proposé sera effectuée par le prestataire au nom du FEC avant le démarrage de la phase de préparation des environnements techniques. Il sera procédé par le FEC à la réception provisoire de la prestation objet du prix n°2 « Souscription à une licence perpétuelle de droit d'utilisation du nouveau Core banking ». Un procès-verbal de réception provisoire de cette prestation sera signé conjointement par le FEC et le prestataire.

Le FEC prononcera la réception provisoire des prestations de réalisation de chaque phase du projet une fois le prestataire a honoré ses engagements de la phase. Un procès-verbal de réception provisoire de chaque phase sera signé conjointement par le FEC et le prestataire.

ARTICLE 22 : PERIODE DE GARANTIE

Le prestataire devra préciser au niveau de son dossier technique la période de garantie.

Cette période de garantie doit couvrir au minimum deux clôtures comptables semestrielles suivant la mise en production de la solution et ce, après la date de la réception provisoire.

Pendant cette période de garantie, le prestataire s'engage à assurer gratuitement le bon fonctionnement du progiciel.

ARTICLE 23 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive aura lieu à l'issue de la période de garantie.

Si le prestataire a honoré ses engagements contractuels, un procès-verbal de réception définitive du marché sera établi par le FEC et signé conjointement par le prestataire et le FEC.

ARTICLE 24 : REVISION DES PRIX

Les prix du marché qui fera suite au présent appel d'offres sont fermes et non révisables.

ARTICLE 25 : DOMICILIATION DU PAIEMENT

Le FEC se libérera des sommes dues par elle en faisant donner crédit au compte bancaire ouvert au nom de la société indiquée au niveau de son acte d'engagement.

ARTICLE 26 : DEFINITION DES PRIX

Les prix du bordereau des prix-détail estimatif comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux et d'une façon générale, toutes les charges et dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation. Les prix tiennent compte, en particulier, de la TVA.

ARTICLE 27 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON-RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des fournitures et des prestations au Maroc dans le cadre du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 28 : CONDITION DE PAIEMENT

Les paiements des prestations objet du marché qui fera suite au présent appel d'offres seront effectués comme suit :

- 100% du Prix n°2 du bordereau des prix de l'article 43 à la réception provisoire de la « souscription au licence perpétuelle au nouveau core banking » ;
- 10% du Prix n°1 du bordereau des prix de l'article 43 à la réception provisoire de la phase Cadrage & Gap Analysis ;
- 20% du Prix n°1 du bordereau des prix de l'article 43 à la réception provisoire de de la phase migration / paramétrage / Interfaçage/Reprise de données;
- 30% du Prix n°1 du bordereau des prix de l'article 43 à la réception provisoire de la phase Tests & recette de la solution ;
- 30% du Prix n°1 du bordereau des prix de l'article 43 à la réception provisoire de la phase de déploiement (Mise en production de la solution cible) ;
- 10% du Prix n°1 du bordereau des prix de l'article 43 à la réception définitive du marché.

Les paiements précités se feront dans un délai de soixante jours (60) jours à compter de la date de présentation de la facture correspondante, dûment signée, appuyée du procès-Verbal de réception de la phase concernée.

Le FEC se libérera des sommes dues en exécution du marché par règlement par chèque ou virement au profit du prestataire.

ARTICLE 29 : OBLIGATIONS LIEES A LA REALISATION DES PRESTATIONS

Le prestataire s'engage à donner suite à toute demande d'information permettant au FEC d'assurer le contrôle de la réalisation des prestations. Il est tenu d'informer le FEC de tout événement ou circonstance de nature à entraver le bon déroulement de l'exécution de la mission.

ARTICLE 30 : UTILISATION DE BREVETS ET LICENCES

Le prestataire garantit formellement le FEC contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au prestataire le cas échéant, d'obtenir les cessions, licences d'exploitation ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des frais et revendications y afférentes.

ARTICLE 31 : CONFIDENTIALITE

Le prestataire est tenu de respecter la législation et la réglementation en vigueur au Maroc, notamment en matière de confidentialité et de sécurité des données et des systèmes d'information. Il doit se conformer à un engagement strict de confidentialité.

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée de la mission et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution de la mission.

Sans autorisation préalable du FEC, le prestataire ne peut communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, il ne peut faire un usage préjudiciable au FEC des renseignements qui lui sont fournis pour accomplir sa mission.

ARTICLE 32 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

La signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres par le prestataire emporte adhésion de ce dernier à la politique anti-corruption du FEC, telle que publiée sur le site internet du FEC (www.fec.ma). Le prestataire s'engage ainsi à prendre connaissance de l'ensemble des dispositions de la Politique anti-corruption du FEC et à veiller au strict respect de l'ensemble des principes qui y sont énoncés.

Le prestataire déclare et garantit qu'il n'a pas commis et ne commettra pas un quelconque acte de corruption ou de fraude en lien avec le marché qui fera suite au présent appel d'offres.

Le prestataire ayant constaté ou pris connaissance d'éléments ou de faits laissant présumer l'existence d'un comportement inapproprié notamment, d'un cas de corruption lié au marché qui fera suite au présent appel d'offres, peut le signaler via le dispositif d'alerte d'éthique en vigueur au sein de la Banque et ce, dans les conditions énoncées dans la Politique anti-corruption du FEC susvisée.

En cas de violation de la présente clause et sans préjudice de poursuites judiciaires, la banque se réserve le droit de résilier le marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 33 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIEMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

La signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres par le prestataire emporte engagement de ce dernier à respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment de Capitaux et le financement du terrorisme et ce, en phase avec la politique du FEC en la matière.

Le prestataire s'engage à ne pas être impliqué où apporter son soutien à une quelconque pratique de blanchiment d'argent et/ou de financement de terrorisme.

ARTICLE 34 : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL

Le Fonds d'Equipeement Communal collecte vos données : nom, prénom, domiciliation, numéro de téléphone, numéro de fax, adresse de courrier électronique, numéro de la CIN, n° passeport, signature, n° du RC, Identifiant fiscal, n° de la taxe professionnelle, n° de l'ICE, n° de la CNSS, les données professionnelles (fonctions, références, CV des collaborateurs) ainsi que vos coordonnées bancaires.

Les destinataires de ces données sont les structures du FEC et les commissions désignées en charge du processus de passation et de l'exécution de la commande du Fonds d'Equipeement Communal ainsi que les services de contrôles internes et externes et les établissements bancaires teneurs de vos comptes.

Le traitement mis en œuvre par le FEC a pour objet la réalisation des finalités relatives à la Gestion des consultations et des appels d'offre, Gestion des commandes et des livraisons, la comptabilité des comptes fournisseurs, le règlement et paiement, l'échange d'informations commerciales, la gestion des évaluations des fournisseurs, le référencement des fournisseurs, la gestion du contentieux et l'élaboration des statistiques commerciales et financières.

Vous pouvez vous adresser au FEC, Département des Moyens Généraux, sis Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka- Hay Riad-Rabat, mail : dmg@fec.ma, pour exercer vos droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation de la CNDP sous le numéro n° A-GF-136/2023.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 35 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il devra être restituable à la réception définitive du marché.

La retenue de garantie à prélever sur les prestations effectuées est fixée à 10 % (dix pour cent) des paiements à effectuer. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra 7% (sept pour cent) du montant initial du marché.

La retenue de garantie sera remboursée au prestataire à la réception définitive du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire.

Les cautions présentées sous forme de garanties bancaires doivent être émises par une banque marocaine agréée.

ARTICLE 36 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, le Prestataire a droit à une augmentation raisonnable des délais d'exécution qui doit faire l'objet d'un avenant.

Le prestataire qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après l'apparition d'un tel cas, et dans un délai maximum de sept (7) jours, adresser au FEC une notification par lettre recommandée ou par tout moyen de communication donnant lieu à un accusé de réception (courriel, lettre...) établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la réalisation du marché. Dans tous les cas, le Prestataire doit prendre toutes dispositions utiles pour assurer, dans les plus brefs délais, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de force majeure. Si, par la suite de cas de force majeure, le Prestataire ne peut plus exécuter les prestations telles que prévues au marché pendant une période de trente (30) jours, il doit examiner dans les plus brefs délais avec le FEC les incidences contractuelles desdits événements sur l'exécution du marché, les délais et les obligations respectives de chacune des parties. Quand une situation de force majeure persiste pendant une période de soixante (60) jours au moins, le marché peut être résilié à l'initiative du FEC ou à la demande du Prestataire.

ARTICLE 37: MODIFICATION– ARRET/AJOURNEMENT – CESSATION

Modification :

Toute modification apportée au marché initial, devra faire l'objet d'un avenant.

Arrêt / Ajournement :

A tout moment par ordre d'arrêt motivé, le FEC peut notifier au prestataire sa décision d'ajourner la prestation.

Cessation :

La cessation de l'exécution du marché peut être ordonnée à tout moment par le FEC.

Aucune indemnité autre que le règlement des prestations effectuées et réceptionnées par le FEC ne pourra être demandée par le prestataire. La cessation sera notifiée au prestataire par écrit.

ARTICLE 38 : MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas des différends et litiges qui peuvent se produire à l'occasion de l'exécution du marché entre le prestataire et le FEC, il sera fait application des dispositions du règlement des achats du FEC et notamment son article 69.

Tous les litiges ou contestations concernant l'interprétation ou l'exécution des clauses du marché qui fera suite au présent appel d'offres, et qui n'auraient pas pu être résolus à l'amiable, seront soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

PARTIE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 39 : CONTEXTE & OBJECTIFS DE LA PRESTATION

1. Contexte de la prestation

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Fonds d'Équipement Communal veille à aligner la banque sur son environnement autour des axes stratégiques suivants:

- Pérenniser les ressources du FEC ;
- Permettre au FEC d'incarner pleinement sa nature d'établissement de crédit et d'être en phase avec les différentes évolutions du secteur bancaire ;
- Converger le FEC vers son environnement à travers la revue de l'offre de valeur ainsi que le renforcement de l'activité du conseil et d'assistance technique.

Dans un contexte marqué par une accélération de la dynamique de digitalisation au niveau national et par l'importance des enjeux autour de l'usage des technologies comme levier essentiel pour l'amélioration de la qualité des services rendus, le FEC a mené une étude relative à l'élaboration de sa stratégie de transformation digitale/SI.

Cette étude a permis au FEC de définir sa vision digitale/SI en tant qu'Institution qui met ses ressources au service de ses clients, dans un souci de valorisation des services rendus et d'amélioration de l'expérience client à l'ère du numérique autour des objectifs suivants :

- Garantir la qualité et l'efficacité dans le service à la clientèle ;
- Valoriser le capital data du FEC ;
- Transformer l'expérience utilisateur des collaborateurs.

L'étude a permis d'identifier la priorité de refonte de la solution existante de Core Banking qui couvre notamment les processus back office des activités de prêts, d'emprunts et d'interpréteur et noyau comptables.

2. Objectifs de la prestation

Les objectifs majeurs de la refonte du système Core Banking sont :

- Disposer d'une solution riche, modulaire, flexible, interopérable et évolutive pour répondre aux besoins futurs du FEC.
- Simplifier et automatiser les opérations liées aux prêts, emprunts et comptabilisation pour plus d'efficacité.
- Intégrer en natif les meilleures pratiques de gestion pour une performance optimale.
- Permettre une prise de décision éclairée grâce à des données fiables et accessibles en temps réel.
- Constituer une base de données exhaustive regroupant toutes les informations sur les prêts et les emprunts.
- Faciliter la collecte des données liées aux opérations relevant du périmètre Core Banking.
- Garantir une comptabilité fiable, conforme aux normes et alignée avec les opérations métier.
- Renforcer la collaboration entre le service comptable et les équipes métier.
- Traiter et stocker efficacement les états de reporting relatifs aux domaines fonctionnels.
- Assurer une gestion performante de l'éditique pour une production et un suivi optimisés des documents.

ARTICLE 40 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

1. Périmètre fonctionnel et technique du projet

a. Domaines fonctionnels couverts

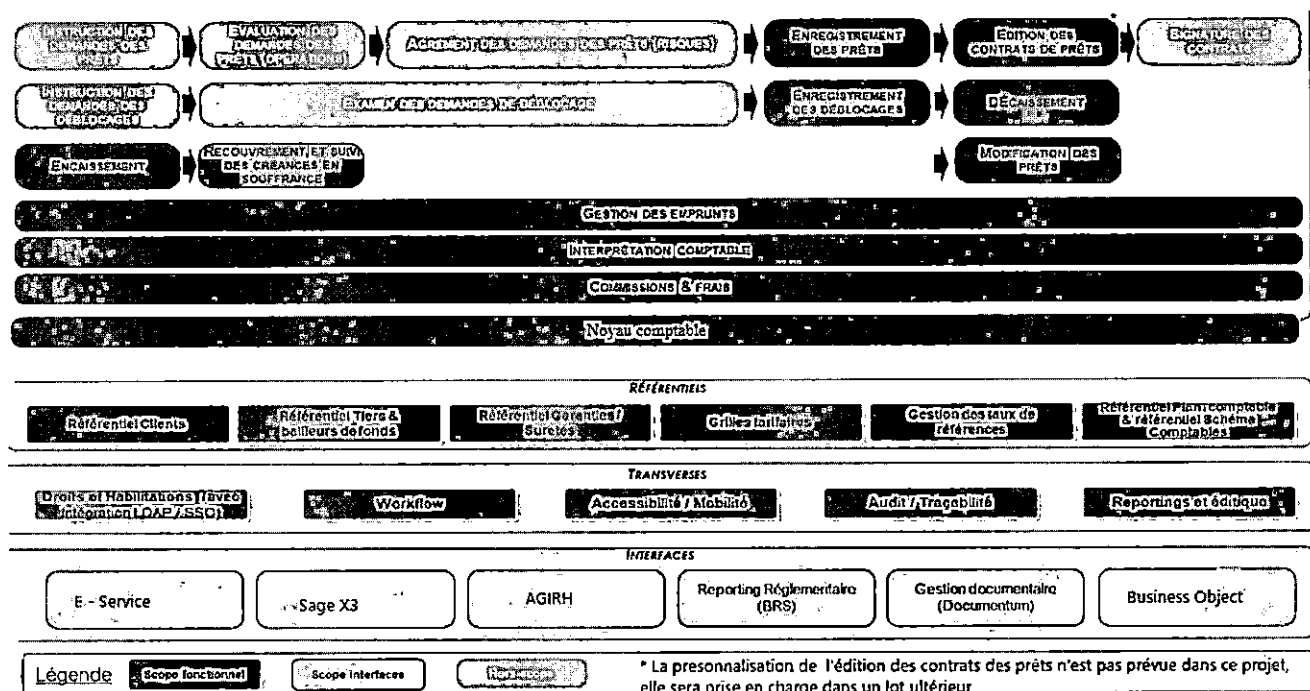


Figure 4 : Couverture fonctionnelle cible

Le nouveau Core banking proposé doit obligatoirement prendre en charge au minimum les domaines fonctionnels suivants :

Gestion des prêts

➤ Enregistrement des prêts

Ce processus correspond à l'enregistrement des données d'un prêt après sa validation par le Comité de Crédit. Le processus d'octroi sera géré par une autre future application et est donc en dehors du périmètre actuel du projet. Toutefois, un interfaçage entre les deux systèmes sera ultérieurement indispensable pour une automatisation du processus crédit de bout en bout.

➤ Edition des contrats de prêts

L'édition des contrats de prêts correspond à la génération des documents de contrat sur la base d'articles prédéfinis et des données du prêt.

Le FEC dispose d'une application développée en interne qui permet l'édition de ces contrats.

Le périmètre fonctionnel actuel du projet ne couvre pas l'édition personnalisée sur la base des articles prédéfinis et le workflow de signature de ces contrats.

La solution cible doit avoir la possibilité de prendre en charge cette édition personnalisée sur la base des articles prédéfinis des contrats des prêts ultérieurement.

➤ Enregistrement des débloques

Ce processus correspond à l'enregistrement des données de déblocage des fonds adossés à un prêt à la suite de la validation de la demande de déblocage.

Le périmètre actuel du projet ne couvre pas les étapes du processus d'évaluation et de validation de la demande de déblocage qui seront traités dans une autre application.

Une demande de déblocage est faite par le souscripteur de crédit pour aboutir à un décaissement de fonds pour le règlement des dépenses liées à la réalisation d'un projet financé par le Fonds d'Equipement Communal.

La demande de déblocage est traitée par un gestionnaire de déblocage et peut aboutir aux 4 cas suivants :

- Demande de compléments d'informations ;
- Constat d'un changement de programme et besoin d'établir un memorandum explicatif et le joindre au dossier de prêt sur la solution ;
- Un rejet ;
- Une validation de la demande et la génération sur la solution cible d'une fiche de déblocage. Cette fiche de déblocage pourra faire l'objet d'un circuit de validation avant le décaissement.

➤ Décaissements

Le processus de décaissement consiste à l'établissement des documents nécessaires à la mise à disposition des fonds à la suite d'une demande de déblocage enregistrée et validée.

➤ Enregistrement des encaissements

Ce processus concerne l'enregistrement des encaissements des remboursements de prêts par les clients. Ce processus couvre principalement les activités de rapprochement desdits encaissements avec les créances.

➤ Recouvrement et suivi des créances en souffrance

Le processus concerne la gestion des créances en souffrance et le suivi des actions de relance, ce processus couvre également la relance annuelle faite par courrier pour la programmation des annuités d'emprunt dans les budgets des collectivités territoriales.

➤ Gestion des Commissions et frais

Le processus concerne le calcul et l'enregistrement des différents frais et commissions adossés aux différentes étapes de gestion des prêts, exemple :

- Commission d'engagement ;
- Intérêts de retard ;
- Pénalités de remboursement anticipé ;

La liste des frais et commissions doit être évolutive et paramétrable pour ajouter un nouveau type de frais ou de commission.

Ce processus est sollicité par les différents processus métiers (ex : Recouvrement/relance pour programmation des annuités, Enregistrement /modification de prêts)

➤ Modification des prêts

Ce processus concerne la modification des données pouvant intervenir au niveau de toutes les composantes initiales du dossier de prêt. Exemple :

- Annulation de prêts ou de reliquats de prêts ;
- Changement de programme et réaffectation du reliquat de prêt ;

- Rééchelonnement de la dette ;
- Remboursement anticipé ;
- Transfert de la dette ;
- Changement de taux.

➤ Gestion des emprunts

Le système devra prendre en charge à l'instar de la gestion des prêts, les processus de gestion des emprunts contractés par le Fonds d'Équipement Communal.

Le système devra, pour chaque emprunt, permettre la création d'une fiche dont certains champs seront à saisie obligatoire au minimum:

- Contreparties (établissement de crédit assimilé, banque, bailleur de fonds étranger, société de financement, Dépositaire des titres émis, Bank AL Maghrib, Trésor public, autres) ; ce champ doit être évolutif par paramétrage pour ajouter de nouvelles contreparties ;
- Type d'emprunts (intérieur (Crédits bancaires, EO, CD) ou extérieur) ;
- Date de signature du contrat ;
- Date de tirage / Date de jouissance ;
- Date de début de validité ;
- Date de fin de validité ;
- Montant ;
- Durée ;
- Taux d'intérêt ;
- Type de taux d'intérêt ;
- Date de révision du taux d'intérêt ;
- Type d'amortissement ;
- Commissions (ex : Commission d'engagement, commission d'instruction, commission d'évaluation). Ce champ doit être évolutif par paramétrage pour ajouter des nouvelles commissions.

Cette liste n'est pas exhaustive est sera détaillée lors de la phase cadrage du projet.

Pour chaque emprunt contracté par le FEC, la solution devra permettre de générer des échéanciers de règlement. Ces échéances pourront faire l'objet d'alertes et notifications à l'attention des gestionnaires des emprunts.

De plus, les emprunts pourront faire l'objet de modifications sous réserve d'accès adéquats. Ces modifications peuvent porter sur toutes les propriétés des emprunts (ex : le montant de l'emprunt, le taux d'intérêt, les remboursements anticipés, la durée, le reprofilage).

➤ Interprétation comptable

Il s'agit de la génération des écritures comptables issues des différentes opérations comme par exemple les prêts, emprunts, encaissements, décaissements selon des schémas comptables pré-paramétrés avant leur déversement vers le noyau comptable.

- Gestion des référentiels comptables (Principalement le PCEC) ;
- Traduction comptable ;
- Contrôle de la traduction comptable ;
- Traitement des rejets ;
- Pistes d'audit ;
- Gestion des CRE ;
- Génération d'éditique intégrée des états comptables (ex : Journaux, balance).

➤ Noyau comptable

Il s'agit de l'enregistrement et le traitement des écritures comptables issus des modules métiers ainsi que l'ensemble des systèmes opérationnels de gestion :

- Enregistrement des écritures automatiques issues des Systèmes métiers ou support ;
- Enregistrement des écritures manuelles (OD) ;
- Lettrage des comptes ;
- Gestion des provisions ;
- Gestion des immobilisations ;
- Gestion fiscale ;
- Clôture comptable ;
- Etats et reporting comptables.

➤ Gestion des référentiels :

Ces processus concernent la gestion des données de base nécessaires aux activités de prêt / emprunt / interprétation et noyau comptable, exemple :

- Clients ;
- Tiers ;
- Taux de référence ;
- Schémas comptables ;
- Grilles tarifaires.

➤ Editique :

La solution devra offrir des fonctionnalités de génération des états d'éditique, notamment :

- Edition automatique des avis d'échéance ;
- Lettre d'ouverture de crédit (déblocage) ;
- Fiche récapitulative des informations financières (commission d'engagement, montant à débloquer, montant net à virer) ;
- Tableaux d'amortissement ;
- Ordre de virement de fonds au correspondant ;
- Ordre de comptabilisation des opérations ;
- Lettres de recouvrement ;
- Lettres de relance des impayés.

➤ Reporting :

Il s'agit des différents reportings d'activité et d'inventaire cités ci-dessous devant être généré par le progiciel, notamment :

- La génération des données et des états d'inventaires liés à l'activité ;
- Etat de l'échéancier de paiement ;
- Etat de l'encours des prêts et des tranches décaissées (débloquées ou non encore débloquées) ;
- Etat des impayés avec ou sans classification BAM ;
- Etat des provisions ;
- Etat des reprises sur provisions ;
- Etat des encours des prêts avec ou sans classification BAM par client, projet et tranche ;
- Etat des annuités payées par anticipation ;
- Etat des intérêts des prêts courus non échus (prêt avec ou sans report d'échéance) avec ou sans classification BAM par prêts ;
- Etat des intérêts de retard sur impayés ;
- Etat des commissions d'engagement ;
- Etat des prêts attribués, décaissés, débloqués, annulés, rééchelonnés ;
- Etat des prêts et des encours classés par durées initiales et durées résiduelles ou autres facteurs ;

- Etat de l'encours des emprunts intérieurs (CLT, CD, CS, EO) avec intérêts courus non échus ;
- Etat de l'encours des emprunts extérieurs (en devises) avec intérêts courus non échus ;
- Etat de l'encours des emprunts par durée initiale et résiduelle ;
- Etat des gains et pertes de change et du différentiel d'intérêt sur emprunts extérieurs ;
- Etat des engagements d'emprunts hors bilan.

Le prestataire décrira, au niveau de la partie de grille de réponse « Couverture fonctionnelle de la solution (y compris le noyau comptable) » en Annexe III du RC, les mécanismes permettant la réponse de la solution à chaque exigence fonctionnelle détaillée demandée pour prise en charge par la solution dans la grille de réponse. Il est invité à décrire, éventuellement, d'autres fonctionnalités offertes par la solution permettant de renforcer la couverture fonctionnelle globale de cette dernière.

b. Interfaces

Le Core Banking cible devra maintenir les Interfaces existantes avec le core banking actuel :

- **Interface avec la solution de gestion de la paie et des ressources humaines AGIRH**
- **Interface avec la solution SAGE X3 pour l'intégration des écritures comptables issues des processus Achats**
- **Intégration avec l'outil de Reportings réglementaires BRS**
- **Intégration avec la plateforme GED Documentum** (Enregistrement, Indexation, archivage, Visualisation des documents)
- **Interfaçage avec Business Objects pour la conception et création de l'univers lié à la base de données du core Banking.**
- **Interface avec la solution E-Services CT.**
- **Interfaçage avec le serveur de messagerie de l'entreprise pour envoi des alertes et notifications par mail.**

Comme précisé au niveau de la section périmètre fonctionnel, la solution cible doit prendre en charge la génération des Comptes Rendus d'Événement des opérations de prêts et d'emprunts mais également des autres solutions de gestion en amont.

Le prestataire décrira, au niveau de la grille des besoins des interfaces en Annexe III du RC, les mécanismes d'interfaçage permettant la réponse de la solution à chaque besoin d'interfaçage décrite ci-dessous ou dans la grille de réponse.

c. Description des exigences techniques cibles

La solution proposée devra intégrer les fonctionnalités suivantes :

- Une **plateforme ouverte, inter-opérable, évolutive** impliquant une architecture type API / Microservices.
- Le système devra supporter un déploiement sur des plateformes **On Premises, Cloud, hybrides**. Il devra également supporter les technologies de **virtualisation et de clustering**. **L'offre du prestataire couvrira le scénario Full On Premise.**
- Le système devra supporter la **gestion de plusieurs environnements applicatifs et comporter des mécanismes de duplication** et de copie des environnements et des paramétrages effectués.
- Le système devra assurer une **continuité d'activité en offrant un fonctionnement en haute disponibilité**, des instances de Back Up, des mécanismes de réplication de synchronisation avec la **fourniture des licences appropriés**.

- Le système devra comporter des **fonctionnalités poussées de sauvegarde et de restauration des données** telles les sauvegardes à chaud / à froid, les sauvegardes à distance et des mécanismes de réplication au niveau du site nominal et du Back Up.
- Le système devra faire preuve d'une **grande ergonomie / « User Friendliness »** en permettant des personnalisations des menus par les utilisateurs, une saisie intuitive, une génération de messages d'erreurs clairs et compréhensibles, une navigation inter modules simplifiée depuis les objets communs et en assurant un accès simplifié aux transactions / fonctionnalités.
- Le système devra prendre en charge le **paramétrage flexible de workflows (exp : Workflow documentaire et validation successive)**.
- **Le système devra permettre une administration technique et une exploitation performante et efficace** (Scheduler de programme, Mode d'utilisation des capacités système, Configuration des bases de données, Gestion du système de fichiers, paramétrage des lancements planifiés de programmes en arrière-plan, historisation des rejets...).
- **Le système devra offrir aux utilisateurs des fonctionnalités avancées de requête des données.**
- **Le système doit offrir des modules d'éditique et de paramétrage / création de reportings** (Visualisation et configuration de la disposition des différentes éditions, interface avec un programme d'éditique, édition des états et reporting selon les formats : CSV, XLSX, PDF, XML) , interface avec un outil BI en temps réel,
- **Le système devra permettre la prise en charge des pistes d'audit en assurant une traçabilité complète sur tous les processus auditables (ex : Création, modification, accès ou suppression des opérations, Traçabilité, Programmation de notification)**
- **Le système devra permettre la possibilité d'intégrer des développements spécifiques à la solution sans altérer son fonctionnement standard.**
- **Le système doit pouvoir être compatible avec les principaux systèmes de bases de données du marché (Oracle, SQL Server ...) L'offre du prestataire devra inclure la prise en charge d'un environnement utilisant le système de gestion de bases de données Oracle.**

Le prestataire décrira, au niveau de la grille des besoins techniques en Annexe III du RC, les mécanismes permettant la réponse de la solution à chaque exigence technique détaillé et demandée dans la grille de réponse. Il est invité à décrire, éventuellement, d'autres mécanismes offerts par la solution permettant de renforcer les exigences techniques globales de cette dernière.

d. Description des exigences Sécurité

Sur le volet Sécurité, la solution proposée devra à minima couvrir :

- **Sécurité des accès :**
 - Possibilité de combinaison de plusieurs mécanismes d'authentification pour tous les utilisateurs (authentification centralisée par LDAP, Authentification forte multifacteurs) ;
 - Gestion granulaire des permissions : accès limité selon le besoin (principe du moindre privilège) ;
 - Possibilité de créer / modifier / bloquer ou débloquer des utilisateurs ;
 - Time out paramétrable des sessions utilisateurs.
- **Droits et habilitations**
 - Décrire comment sont gérés les droits et habilitations au niveau de votre solution. (ex. Par profil, par groupe d'utilisateurs, par utilisateur.)
 - Possibilité de définir les restrictions et les autorisations pour chaque rôle en termes :
 - D'accès à un ou plusieurs modules de la solution
 - D'accès à chacune des transactions de la solution
 - D'accès aux différentes fiches, données ou opérations enregistrées dans le système

- Distinction des différents niveaux d'accès : création / modification / visualisation / suppression ;
 - Possibilité d'importer et d'exporter le paramétrage des droits et d'habilitations afin de faciliter la gestion de ces paramétrages,
 - Possibilité de paramétrer les droits d'accès au niveau zone (en visualisation ou en modification) : c.à.d., la possibilité d'autoriser ou interdire de manière séparée l'accès à certains champs au niveau d'une fiche de donnée ou opération
 - Possibilité de définir un rôle de back up qui serait activé et affecté sous autorisation avec période de validité limitée dans le temps
 - Traçabilité des modifications des droits et habilitations.
- **Sécurité des données :**
 - Sauvegardes / Restauration / Archivage : Décrire les mécanismes de sauvegarde et de restauration, sauvegarde et restauration à distance, sauvegardes optimisées, réplication et synchronisation avec le site Back Up (Temps réel, J+n)...Architecture technique sécurisée pour l'accès et la gestion de données statiques/dynamiques ;
 - Workflow de validation des données à plusieurs niveaux (notion de double validation pour des événements importants) ;
 - Support d'une architecture distribuée pour assurer la continuité des opérations en cas de panne majeure.
 - **Sécurité applicative**
 - Protection contre les vulnérabilités courantes (OWASP Top 10) telles que les injections SQL, les failles XSS, etc ;
 - Alignement en permanence avec les best practices et recommandations en matière de sécurité du code ;
 - Prise en charge de toutes les recommandations et vulnérabilités détectées à la suite des audits sécurité du code / Tests d'intrusion.
 - **Gestion des environnements** (Mécanisme de copie des paramétrages et des programmes entre environnements, Gestion de plusieurs environnements applicatifs : bac à sable, de développement, de recette, de formation).
 - **Traçabilité et log :**
 - Journaux d'audit détaillés pour tracer toutes les actions utilisateurs (connexions, modifications, déconnexions...etc.) ;
 - Possibilité de paramétrer l'activation des logs de traçabilité selon la criticité et la sensibilité des données ;
 - Mécanismes offerts en termes de piste d'audit et traçabilité de tous les événements.
 - **Surveillance et alertes**
 - Outils de surveillance en temps réel pour détecter les comportements anormaux et les violations de sécurité ;
 - Intégration avec des solutions SIEM (Security Information and Event Management) pour une analyse centralisée des logs et des alertes.

Le prestataire décrira, au niveau de la grille des besoins de sécurité en Annexe III du RC, les mécanismes permettant la réponse de la solution à chaque exigence de la sécurité décrite ci-dessus ou dans la grille de réponse. Il est invité à décrire, éventuellement, d'autres mécanismes offerts par la solution permettant de renforcer la sécurité globale de cette dernière.

2. Lotissement du projet

Le scénario de déploiement retenu à ce jour est un déploiement en un lot unique.

3. Eléments de dimensionnement

a. Volumétrie des clients et des dossiers à date (estimatifs et à titre indicatif)

- Nombre de clients actifs : 477.
- Nombre de dossiers de prêts en cours : 1 168.
- Nombre des lignes d'emprunts en cours : 66.
- Nombre d'utilisateurs : 50.

4. Présentation du système d'information actuel du Fonds d'Equipement Communal

a. Présentation du core banking actuel SAB déployée au FEC

- Le Core banking SAB a été mis en production en avril 2007 dans sa version A7.
- SAB couvre les activités des prêts post signature (Mise en vigueur, Mise à disposition des fonds, Recouvrement, Modification, interpréteur comptable & module de comptabilité générale)
- Plus précisément, sont utilisés les modules suivants :
 - Module de gestion et de suivi des crédits accordés à la clientèle ;
 - Module de gestion de la comptabilité générale en intégration avec les modules de gestion des crédits garantissant ainsi une fiabilité des informations comptables et une piste d'audit
 - Interpréteur comptable central intégré avec la chaîne comptable, et traitement en lots d'écritures comptables de l'ensemble des Comptes Rendus d'Evénements émanant des systèmes opérationnels de gestion.
- La liste détaillée des modules acquis par le FEC dans la solution SAB se présente comme suit :

SAB	
Core & Tenue de compte	
SAB-bsab Interface graphique client léger	
SAB-CNV Module Conventions	
SAB-PAR Gestion données et paramètres généraux	
SAB-PAR BAS Base Taux	
SAB-FIC Gestion de la Fiche Activité Client	
SAB-CLI Gestion du référentiel tiers/client	
SAB-GCC Administration des comptes de clientèle	
SAB-CP0 Gestion de la comptabilité	
SAB-CP0 Gestion des OD	
SAB-IDOS Etude Concours - Phase Mise en Place	
SAB-SSAB Gestion référentiels utilisation progicielle	
SAB-PAR BAS Journaux	
SAB-RAP Gestion Base Financière collecte données	
SAB-RPP Générateur de Rapports	
SAB-CLI Gestion des données clients et tiers	
SAB-EVT Gestion des événements	
SAB-RGE Règlementaire	
SAB-ECH Gestion des Echelles d'Intérêts	
Engagements	
SAB-AUT Gestion des positions clients et risques	
SAB-AUC Gestion des Crédits Confirmés	
SAB-CR0 Gestion des crédits, module de base	

SAB-CR11 Gestion prêts modulables, durée variable
SAB-CR11 Gestion des Prêts en Multi Plans
SAB-CR12 Fonction compl Transfert Emprunteur
SAB-CR0 Base des règlements
SAB-IMP Incidents de paiement, contentieux /prêt
SAB-CAU Gestions des engagements donnée HB
Risques
SAB-GAR Gestion des garanties reçues
SAB-CDC Gestion Créances Douteuses, Contentieux
Contrôle & finance
SAB-CGS Base Contrôle de Gestion Collecte Donnée
Framework d'intégration
SAB-CP1 Interpréteur, schémas comptables
SAB-SCP Moteur Exportation CRE
Pilotage
SAB-REN Gestion de la Fiche Rentabilité Client

b. Limites et améliorations attendues de la version actuelle de SAB

- Depuis son déploiement, la solution n'a fait l'objet d'aucune montée de versions pour intégrer les nouvelles fonctionnalités et élargir son périmètre fonctionnel. Le système souffre également d'une obsolescence technologique au niveau de sa base de données et la non-couverture par les processus PCA. L'obsolescence de la solution se ressent également au niveau de ses interfaces et de son ergonomie.
- Sur le volet **Crédit**, certaines fonctionnalités ne sont pas disponibles dans la version actuelle, exemple : calcul automatique des ICNE des prêts rééchelonnés, capitalisation des intérêts et commissions, calcul automatique du TAEG, prise en charge intuitive des modifications de prêts.
- Les fonctionnalités de gestion des **emprunts** ne sont pas paramétrées.
- En ce qui concerne le volet **Comptable**, les fonctionnalités d'interprétation comptable couvrent globalement les besoins du FEC. Cependant, les fonctionnalités noyau comptable sont relativement limitées dans la version déployée chez le FEC.
- Les **fonctionnalités d'éditique sont difficilement exploitables**. Grâce à son intégration avec la solution BO, il est possible néanmoins de configurer les états sur l'outil décisionnel mais l'utilisation aujourd'hui de ces états reste limitée par rapport aux attentes utilisateurs.

MB

5. Consistance de la mission

a. Prestations demandées

1- Souscription à une licence perpétuelle de droit d'utilisation du nouveau core Banking

Le prestataire doit souscrire le FEC à **une licence perpétuelle** de droit d'utilisation du nouveau Core banking. Cette licence doit être correctement dimensionnée en fonction des besoins du FEC, tant en termes de volumétrie de production et du nombre d'utilisateurs.

Cette souscription doit garantir le droit d'utilisation du nouveau Core banking offrant au minimum la même couverture fonctionnelle du Core banking existant SAB (voir la liste des modules SAB existants ci-dessus).

Livrable :

- Attestation de souscription à une licence perpétuelle de droit d'utilisation du nouveau Core banking.

2- Installation, paramétrage et Reprise des données et mise en œuvre du nouveau core Banking

Le prestataire conduira sa mission selon la démarche suivante :



i. Cadrage et Gap Analysis

Le prestataire est amené durant cette phase à :

- Définir le périmètre, le planning, les instances de gouvernance, les équipes et le RACI détaillé du projet;
- Planifier et organiser le comité de lancement du projet
- Organiser/planifier les ateliers de cadrage avec les équipes métiers et techniques du FEC ;
- Réaliser une analyse d'écarts pour identifier :
 - Les fonctionnalités existantes dans le Core banking actuel à reprendre sur le nouveau Core Banking avec leur paramétrage actuel ;
 - Les fonctionnalités nécessitant du nouveau paramétrage ou des modifications dans la solution cible pour répondre aux besoins du FEC ;
 - Les fonctionnalités à intégrer au niveau de la solution cible et nécessitant un travail de conception au préalable et un développement spécifique;
- Définir la liste et la configuration des différents environnements à prévoir et vérifier et communiquer au FEC les prérequis IT relatifs à l'aménagement et l'installation de ces environnements.

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- *Support de présentation de la réunion de lancement du projet et son compte rendu ;*
- *Plan de projet (ex : périmètre, planning, les instances de gouvernance, RACI, équipe) ;*
- *Dossier de spécifications qui inclut le résultat sur l'analyse d'écarts ;*
- *Dossier des prérequis techniques.*

Le FEC procédera à la préparation des prérequis IT conformément aux procédures achats en vigueur.

ii. Préparation et installation des environnements techniques

Le prestataire est amené durant cette phase à :

- Vérifier les prérequis relatifs à l'aménagement et l'installation des environnements techniques au niveau d'un Data Center interne ou externe.
- Installer On-Premise et vérifier l'opérationnalisation du nouveau core banking dans tous les environnements ;
- Mettre en œuvre les procédures et les outils de sauvegarde et de restauration ;
- Garantir le respect de la politique du FEC en matière de la sécurité SI ;
- Installer l'environnement PCA / PSI.

Le prestataire prendra en charge l'installation de la solution cible dans un environnement de développement, d'homologation, pré-production et de production ainsi que l'environnement PCA/PSI.

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- *Rapport des différentes installations, incluant les procédures d'installation ;*
- *Procédure de sauvegarde et de restauration avec la liste des opérations de sauvegarde / Restauration en lien avec l'environnement PCA / PSI ;*
- *Supports de formation de l'équipe technique sur l'ensemble des éléments de cette phase.*

iii. Travaux de migration / paramétrage / Interfaçage/Reprise de - données

Le prestataire réalisera les opérations de reprise des points de paramétrage de la solution en conformité avec les résultats de l'analyse d'écarts menée en phase de cadrage.

Pour les fonctionnalités nécessitant un nouveau ou une modification paramétrage ou une conception au préalable, le prestataire organisera des ateliers de recueil de besoins et des règles de gestion et d'échange avec l'ensemble des intervenants métiers clés. A l'issue de ces ateliers / échanges, un document de spécification détaillée sera élaboré pour décrire ces fonctionnalités ainsi qu'un dossier de paramétrage qui reprend tous les points de paramétrage.

Enfin, le prestataire prendra en charge le cadrage, la réalisation et l'intégration des développements / aménagements spécifiques identifiés suite à l'analyse des écarts ainsi que le volet d'éditique prévu dans le CPS.

Le prestataire réalisera également les opérations fonctionnelles et techniques de reprise des données vers la solution cible selon les procédures et les bonnes pratiques de reprise des données de migration (y compris les données relatives aux emprunts qui sont traités actuellement en dehors du Core Banking actuel). Ainsi, le prestataire prendra en charge le cadrage de la reprise des données avec le FEC. Il définira avec le FEC les règles de mapping et d'enrichissement des données entre les systèmes source et les systèmes cibles lors des ateliers de cadrage de la reprise des données. Il accompagnera aussi le FEC lors de la mise en place des actions de data cleaning des données des systèmes sources. Il prendra en charge l'extraction des données, la transformation et le chargement des données dans la nouvelle solution et l'homologation et certification de la reprise de données dans les environnements d'intégration et de recette et production.

Concernant le volet interfaçage, le prestataire :

- Mènera un travail de cadrage et de réalisation des interfaces avec les autres applications du FEC.

Le prestataire veillera à l'implication active des équipes FEC dans les travaux de paramétrage et de développement dans le cadre du transfert de compétences.

Le prestataire devra communiquer au FEC le dictionnaire des données de la solution pour permettre au FEC d'alimenter sa cartographie globale des données.

Le prestataire mènera des tests unitaires et d'intégration de tous les composants de la solution cible et partagera le PV de test d'intégration avec le FEC

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- *Dossier de paramétrage ;*
- *Spécifications fonctionnelles pour les nouveaux modules / nouvelles fonctionnalités / nouveaux besoins incluant le descriptif des aménagements / développements retenus /édictique ;*
- *PV de test d'intégration ;*
- *Dictionnaire des données couvertes par la solution.*

iv. Tests et Recette de la solution

Cette phase a pour objectif de s'assurer que la solution livrée par le prestataire est opérationnelle et qu'elle ne présente aucune régression fonctionnelle ou technique. Il s'agira également de s'assurer que les fonctionnalités demandées ont été correctement prises en charge conformément aux spécifications générale et détaillées définies lors des phases de cadrage et de conception.

Sur la base du plan de recette préparé en coordination avec FEC, le Prestataire devra :

- Installer la solution cible dans la plate-forme de recette, pour permettre d'effectuer l'ensemble des tests (exp : fonctionnels, techniques et interfaces : test de non-régression, test de recette fonctionnelle, test de recette technique, test de sécurité, test de reprise de données) ;
- Proposer un cahier de recette avec des scénarii de tests de la solution cible qui seront enrichis par les équipes FEC et le faire valider avec les équipes du FEC ;
- Proposer une organisation pour mener les tests et préparer les prérequis et un outil de suivi des tests.
- Préparer les jeux de données nécessaires à la réalisation des tests ;
- Effectuer les tests de non régression de la solution cible ;
- Effectuer les tests de recette fonctionnels et techniques et de reprise de données en collaboration avec les équipes du FEC;
- Analyser et corriger les anomalies et les incidents remontés par les équipes de recette ;
- Formaliser des fiches de recettes par modules / fonctionnalités / paramétrage avec la spécification de la démarche de tests ;
- Elaborer et signer les PV de recette.

Le prestataire et le FEC dérouleront l'ensemble des itérations de tests nécessaires et le prestataire prendra en charge la correction l'ensemble des anomalies remontées pour finaliser la solution conformément aux besoins exprimés par le FEC.

Le prestataire devra faire preuve d'un engagement sans faille durant cette phase critique.

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- *Plan de tests UAT ;*
- *Tableau de bord de suivi de la recette et des anomalies ;*
- *PV d'homologation fonctionnelle signé et validé reprenant notamment la liste des tests réalisés par module / fonction ;*
- *PV d'homologation technique signé et validé;*

- *PV de tests de non régression*
- *PV de reprise de données ;*

Tests audit sécurité

Cette phase a pour objectif de s'assurer que la solution livrée par le prestataire est conforme aux exigences du FEC en matière de sécurité.

Le FEC mobilisera un prestataire spécialisé pour l'audit de sécurité/applicatif et qui réalisera un ensemble de tests couvrant l'ensemble des aspects de la sécurité (ex : sécurité d'accès / test d'intrusion, droits / habilitation, sauvegarde / restauration, sécurité des données, stress tests).

Le prestataire devra alors prendre en charge la correction et la levée de toutes les éventuelles vulnérabilités identifiées. La mise en production ne sera prononcée qu'après correction de ces vulnérabilités.

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- *Plan de test de sécurité ;*
- *Tableau de bord de suivi des anomalies ;*
- *PV de recette Sécurité validé reprenant notamment la liste des tests réalisés.*

v. Préparation au déploiement / mise en production

Cette phase a pour objectif de préparer la mise en production de la solution cible et l'ensemble des opérations permettant le « passage » depuis le Core banking actuel SAB vers le nouveau Core Banking.

Le prestataire est amené durant cette phase à :

- Co-définir avec le FEC le plan de bascule détaillé listant les différentes opérations à réaliser (avec répartition nominative et chronologique des tâches) et un plan de retour arrière en cas de problèmes majeurs;
- Installer la solution dans l'ensemble des environnements de pré-production et de production ;
- Réaliser les différentes actions de répétitions générales et techniques (les itérations nécessaires pour finaliser la solution avant le passage en production) ;
- Réaliser avec le FEC les différentes actions de bascule réelle en mode dual RUN pendant une durée nécessaire de validation de deux arrêts semestriels.

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- *Plan de bascule ;*
- *Compte rendu des répétitions générales et techniques ;*
- *Environnements de pré production et de production préparés ;*
- *PV de bascule.*

vi. Stabilisation et Accompagnement post-migration

Durant cette phase, le Prestataire veillera à assister le FEC dans l'exploitation de la solution cible.

Le prestataire est amené durant cette phase à :

- Prendre en charge les incidents et anomalies remontés en post migration ;
- Assister les utilisateurs finaux dans l'utilisation de la solution cible, notamment sur les nouvelles fonctionnalités ;
- Assister l'équipe technique FEC dans l'exploitation de la solution cible ;
- Assurer le bon fonctionnement de la solution et l'arrêt de la période de stabilisation.

Assurer un service de support permettant la remontée des incidents identifiés par le FEC et leur correction avec la formalisation d'une liste d'incidents corrigés.

Cette phase durera le temps nécessaire pour stabiliser le système après la mise en production et assurer le bon fonctionnement de la solution. Elle se terminera par un bilan du projet.

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- *Tableau de bord de suivi des incidents*
- *Bilan du projet*

La liste des livrables peut ne pas être exhaustive en fonction des contraintes du projet.

vii. Formation et Transfert de compétences

1. Formation des utilisateurs :

Le prestataire aura la charge d' :

- Elaborer un plan de formation
- Elaborer les supports de formation de la nouvelle solution
- Planifier et réaliser les formations aux référents techniques et fonctionnelles et aux utilisateurs finaux selon les profils identifiés en amont et l'ensemble des livrables.

A noter que la planification de ces formations des référents devra être coordonnée avec le planning des travaux de recette afin que la recette puisse être efficacement réalisée.

Les livrables correspondants à cette phase sont :

- Support de formation
- Compte rendu de formation

2. Transfert de compétences

Le prestataire devra assurer un transfert de compétences actif tout au long du projet et sur l'ensemble des volets de la solution prises en charge par le prestataire (exp : fonctionnel, technique, développement.) à travers :

- L'implication permanente des équipes FEC dans les phases de paramétrage, et développement de la solution, des travaux d'installation et de préparation des environnements ;
- L'évaluation périodique du transfert de compétence assuré auprès des équipes FEC (ex : équipes projets, management, référents fonctionnels et techniques).

Viii – Pilotage du projet

Le prestataire assurera un rôle d'assistance maîtrise d'ouvrage du FEC pour la planification du projet :

- Validation du planning global et des plannings détaillés,
- Suivi et analyse de la production des livrables attendus.

L'animation des instances de gouvernance du projet est assurée par le chef de projet du prestataire en étroite collaboration avec le chef de projet du FEC. Dans ce cadre, le prestataire contribue activement à la préparation et à l'animation des instances. Il assure également la rédaction des compte-rendu.

Prestations de service

A la demande du FEC, des prestations de service, en plus des prestations demandées dans le cadre du présent appel d'offres, pourront être commandées.

Pour ces prestations de service, le prestataire devra proposer une offre technique et financière formulée en charge jour/homme, conformément aux prix figurant au niveau du prix n°3 de l'article 43 relatif au bordereau des prix – détail estimatif.

Ces prestations de service feront l'objet d'un ordre de service prescrivant le commencement et détaillant le nombre de jour/Homme ainsi que la consistance de la prestation de service à réaliser.

Le prestataire garantit que ces prestations seront fournies par du personnel qualifié.

Après validation des prestations réalisées, l'approbation par le FEC sera matérialisée par un procès-verbal, signé par les deux parties.

ARTICLE 41 : CONDITIONS DE MAINTENANCE

Au-delà de la période de garantie figurant au niveau de l'article 22, le prestataire s'engage, pour une période minimale de cinq (05) ans, à assurer la maintenance de la solution et ce, dans le cadre d'un contrat de maintenance renouvelable chaque année par tacite reconduction.

A cet effet, le prestataire proposera et présentera concomitamment à son offre relative à l'objet du présent appel d'offres, un contrat type de maintenance en vue de couvrir la continuité du bon fonctionnement du système après la réception définitive et couvrant les modules de base composant la solution, ainsi que les développements spécifiques et interfaçages résultant de l'intégration.

Consistance du contrat de maintenance:

Le prestataire doit aussi détailler pour la prestation de maintenance le niveau de service fourni, le délai d'intervention, le délai de correction palliative et définitive.

Ce contrat doit offrir un service durant toute l'année, en mesure d'assurer au minimum :

Une maintenance corrective et curative :

Elle consiste en :

1. La résolution des incidents et des dysfonctionnements fonctionnels et techniques de la solution et la résorption de leur cause, dans les délais proposés et ce à compter de l'heure de signalisation de l'incident ;
2. La correction des vulnérabilités relevées à la suite des audits applicatifs et des audits de sécurité ;
3. L'assistance technique du FEC concernant la solution mise en œuvre, en y apportant les réponses adéquates dans des délais raisonnables.

Le prestataire s'engage à respecter les délais de résolution :

- Anomalie bloquante de l'activité : 4h pour proposer une solution de contournement et 24 h pour la résolution ;
- Anomalie importante mais non bloquante : Prise en charge sous 12h avec une résolution sur 48h ;
- Anomalie mineure : Prise en charge sous 24h avec résolution sous 4 jours.

Une maintenance évolutive :

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre les évolutions de la solution demandées par le FEC (ex : installation de la solution, intégration, nouvelles interfaces de la solution, nouvelles fonctionnalités, modification adaptative).

Les prestations de maintenance évolutive feront partie des prestations de service figurant au niveau du présent article.

Le prestataire est invité, dans cette rubrique, à détailler le périmètre et les caractéristiques de son offre de maintenance. Ses réponses porteront notamment sur :

- L'existence d'un support de maintenance au Maroc ou dans un pays francophone en Afrique du Nord ou en Europe ;
- Le délai contractuel d'intervention sur le site ;
- La mise à disposition d'une maintenance téléphonique ou online ;
- La livraison de nouvelles versions et la disponibilité de formations associées ;
- La mise à jour de la documentation de la solution à la suite des interventions.

Cautionnement et retenue de garantie :

Le cautionnement définitif relatif au contrat de Maintenance, est fixé à 3% (trois pour cent) du montant annuel de la Maintenance. Il devra être restituable à la réception définitive du contrat de maintenance.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du contrat de la maintenance précité.

Les cautions présentées sous forme de garanties bancaires doivent être émises par une banque marocaine agréée.

Modalités de paiement :

Les modalités de paiement seront présentées au niveau du contrat de la Maintenance demandé au niveau du présent article.

Révision des prix :

Les prix présentés au niveau du contrat de la Maintenance sont fermes et non révisables.

Plan de réversibilité :

Le prestataire doit élaborer un plan de réversibilité permettant une reprise, dans les meilleures conditions, des prestations prévues dans ce contrat de la maintenance, à la demande du FEC, par le FEC lui-même ou par un autre prestataire de service désigné par ce dernier.

La durée de réversibilité est fixée à 6 mois avant l'arrivée à terme du contrat de la maintenance. Le plan décrivant les modalités opérationnelles du processus de réversibilité est réalisé par le prestataire durant la première année de la prise du service et actualisé, au moins annuellement par ce dernier.

Après chaque actualisation, le plan de mise en œuvre de la réversibilité est soumis à l'approbation du FEC. Le plan de réversibilité doit décrire les aspects suivants :

- L'inventaire exhaustif des informations à restituer ;
- Les intervenants et les actions requises par chacun d'eux ;
- Les formats des informations à restituer ;
- Les moyens de restitution ;
- L'organisation à mettre en place, les responsabilités, le planning et les dates jalons (principalement : date de fin de contrat, date de basculement), les engagements en matière d'assistance, les différentes options de réversibilité, le contrôle de la mise en œuvre de la réversibilité ;

Le prestataire doit assurer le maintien en conditions opérationnelles la solution et la fourniture des prestations prévus dans le contrat de la maintenance durant toute la période de mise en œuvre du plan de réversibilité.

En fin du contrat de maintenance et à la demande du FEC, le prestataire s'engage :

- A remettre l'ensemble des codes d'accès dont il dispose ;

- A remettre l'ensemble des documents et procédures produits ou récupérés dans le cadre de l'exécution des prestations ainsi que la liste des incidents identifiés avec la réponse aux incidents (au format Word ou PDF).
- A détruire l'ensemble des informations relatives au FEC à l'issue de l'exécution du plan de réversibilité à l'exception de celles pour lesquelles il a reçu une autorisation de conservation de la part du FEC.

Prestations de service :

Les prestations de service seront réalisées à la demande du FEC. Elles feront l'objet d'un ordre de service prescrivant le commencement et détaillant le nombre de Jour/Homme ainsi que la consistance de la prestation de service à réaliser, conformément aux prix figurant au niveau du prix n°5 de l'article 43 relatif au bordereau des prix – détail estimatif.

Le prestataire garantit que ces prestations seront fournies par du personnel qualifié et s'engage à fournir au FEC le transfert de compétences et du savoir-faire relatif à l'environnement de production déployé au FEC.

Les règlements relatifs aux prestations de service seront effectués après réalisation des prestations et ce, dans un délai de soixante (60) jours maximum, sur présentation de la facture accompagnée des fiches d'intervention et du PV de réception dûment signé. A ce titre, il est à préciser que seul le nombre de Jour/Homme réellement exécutés seront réglés.

ARTICLE 42 : PLAN DE REVERSIBILITE

Le prestataire doit élaborer un plan de réversibilité permettant une reprise, dans les meilleures conditions, des prestations prévues dans ce marché, à la demande du FEC, par le FEC lui-même ou par un autre prestataire de service désigné par ce dernier.

La durée de réversibilité est fixée à 6 mois avant l'arrivée à terme du marché. Le plan décrivant les modalités opérationnelles du processus de réversibilité est réalisé par le prestataire durant la première année de la prise du service et actualisé, au moins annuellement par ce dernier.

Après chaque actualisation, le plan de mise en œuvre de la réversibilité est soumis à l'approbation du FEC. Le plan de réversibilité doit décrire les aspects suivants :

- L'inventaire exhaustif des informations à restituer ;
- Les intervenants et les actions requises par chacun d'eux ;
- Les formats des informations à restituer ;
- Les moyens de restitution ;
- L'organisation à mettre en place, les responsabilités, le planning et les dates jalons (principalement : date de fin de contrat, date de basculement), les engagements en matière d'assistance, les différentes options de réversibilité, le contrôle de la mise en œuvre de la réversibilité ;

Le prestataire doit assurer le maintien en conditions opérationnelles la solution et la fourniture des prestations prévus dans le marché durant toute la période de mise en œuvre du plan de réversibilité.

En fin de marché et à la demande du FEC, le prestataire s'engage :

- A remettre l'ensemble des codes d'accès dont il dispose ;
- A remettre l'ensemble des documents et procédures produits ou récupérés dans le cadre de l'exécution des prestations ainsi que la liste des incidents identifiés avec la réponse aux incidents (au format Word ou PDF).
- A détruire l'ensemble des informations relatives au FEC à l'issue de l'exécution du plan de réversibilité à l'exception de celles pour lesquelles il a reçu une autorisation de conservation de la part du FEC.

Livrables :

- Plan de réversibilité.

ARTICLE 43 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation	Unité	Qté	Prix Unitaire en HT	Prix Total en HT
1	Réalisation des prestations d'installation, de paramétrage, de mise en œuvre du nouveau Core Banking	Forfait	Forfait		
2	Souscription à une licence perpétuelle de droit d'utilisation au nouveau core Banking	Forfait	1		
3	Prestations de service	J/H	50		
TOTAL en HT					
TVA 20%					
TOTAL en TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de(En lettres)..... toutes taxes comprises.

Maintenance :

N° PRIX	DESIGNATION	Unité	Unité	Prix Unitaire en HT	Prix Total en HT
4	Maintenance de la solution	U	Forfait annuel		
5	Prestations de service (Annuellement)	J/H	20		
TOTAL en HT					
TVA 20%					
TOTAL en TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme annuelle de(En lettres)..... Toutes Taxes Comprises.

Pour le FEC


 Pour le Gouverneur, Directeur Général
 du Fonds d'Équipement Communal
 et par Délégation
 Le Secrétaire Général
 Hassan RAHMANI

Pour le prestataire
 Date et signature
 Précédées de la mention manuscrite
 « Lu et Approuvé »